

Déclaration commune SNUDI-FO 84 et SNUipp-FSU 84

au CTSD de Vaucluse du 6 septembre 2022

À compter de la rentrée 2022, le ministère prévoit la généralisation du dispositif d'évaluations d'école.

Cette évaluation des écoles se fait en deux temps distincts :

- une auto-évaluation où l'école serait évaluée par les personnels, les parents, les élèves, les « partenaires », les élus.
 - une évaluation externe où un audit de l'école serait rédigé par « une personnalité extérieure ».
- Ces deux rapports constitueraient la base de la rédaction du projet d'école.

Les équipes pédagogiques se verraient dorénavant imposer leurs axes de travail par les conclusions du rapport d'évaluation.

C'est une nouvelle étape de tentative de mainmise de la hiérarchie sur les équipes, sur leur fonctionnement, sur leur expertise et professionnalité. C'est inacceptable.

La participation des collectivités constitue un risque d'ingérence et une nouvelle forme de territorialisation. Les questionnaires « type satisfaction » distribués aux parents et aux élèves transforment leur rapport au service public d'Éducation, rapport qui s'apparenterait dès lors à celui entre un prestataire et un client.

Après les évaluations nationales des élèves, les évaluations d'école constituent une marche supplémentaire vers la généralisation du « tout évaluation » dans l'Éducation nationale. Les organisations syndicales SNUipp-FSU et SNUDI-FO, comme la grande majorité de la profession, s'opposent au pilotage par les résultats qui a pour conséquence la mise en concurrence des écoles.

Par ailleurs, les évaluations d'école ne doivent pas être le prétexte pour instaurer la rémunération au mérite.

Les organisations syndicales SNUipp-FSU et SNUDI-FO, soutiennent tous les personnels qui subiraient des pressions pour les contraindre à accepter les évaluations d'école et mobiliseront la profession pour faire stopper toutes pressions ou sanctions qui pourraient survenir.

Les organisations syndicales SNUipp-FSU et SNUDI-FO demandent l'arrêt définitif de ces évaluations d'écoles, qui ne répondent en rien aux besoins des personnels de voir leurs écoles dotées de moyens conséquents pour mener les actions éducatives et d'enseignement nécessaires aux élèves qu'ils ont en charge.